



COMMUNIQUE DE PRESSE DU CETIM

Halte à la guerre ! Le CETIM alerte sur la nouvelle offensive états-unienne contre le Venezuela et la Colombie

Genève, 29 octobre 2025. **Le CETIM exprime sa profonde préoccupation et sa ferme condamnation face aux récentes attaques et menaces proférées par les États-Unis à l'encontre de la République bolivarienne du Venezuela et de la République de Colombie. Ces attaques sont menées au nom de la « lutte contre le narcotrafic », mais relèvent manifestement d'une stratégie de changement de régime visant deux États souverains.**

De nos jours, nous assistons à une nouvelle phase de l'impérialisme états-unien ; renouvelé dans ses méthodes, mais affaibli par une crise économique structurelle et systémique, et par un déclin qui semble désormais irréversible. Ce nouvel impérialisme instrumentalise aujourd'hui le narcotrafic pour légitimer son ingérence dans d'autres pays, voire justifier un engagement militaire direct.

Au cours des dernières semaines, les États-Unis ont mené plusieurs frappes aériennes meurtrières dans la mer des Caraïbes contre des navires qui, selon le gouvernement Trump et ce sans fournir de preuves, étaient utilisés pour le trafic de drogue. [Selon un groupe d'experts de l'ONU](#), les attaques américaines contre des navires dans les Caraïbes au large des côtes du Venezuela équivalent à des « exécutions extrajudiciaires ».

Il convient de rappeler que toute ingérence étrangère dans le territoire ou les eaux territoriales d'un État souverain constitue une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies. Les menaces états-uniennes représentent une négation flagrante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elles visent à empêcher ces deux pays de définir librement leurs propres orientations politiques, économiques et sociales. Face à des États qui refusent de se soumettre à leurs intérêts, les États-Unis imposent la loi du plus fort au détriment de la souveraineté populaire.

En Colombie, le gouvernement actuel s'efforce de pacifier le pays – détruit par des décennies de guerre civile – en défendant les populations les plus affectées et marginalisées par le conflit, de promouvoir une répartition équitable des richesses et une réforme agraire. Ces politiques tentent de remettre en cause les rapports de pouvoir entre les classes travailleuses et les élites économiques et ce, au détriment des intérêts de l'agrobusiness, des sociétés transnationales et des grands propriétaires terriens. Sur le plan international, la Colombie cherche à consolider ses relations régionales, à diversifier ses alliances et à s'émanciper de la tutelle traditionnelle des États-Unis et de l'OTAN. C'est précisément cette autonomie croissante qui fait qu'aujourd'hui, son gouvernement est une cible politique privilégiée.

Au Venezuela, l'un des pays avec les plus grandes réserves de pétrole au monde, la rhétorique de la « lutte contre le narcotrafic » sert de prétexte à des tentatives de déstabilisation. Elle s'inscrit dans une longue histoire d'ingérences extérieures – déguisées en combat contre de prétendues fraudes électorales, en actions humanitaires ou antidroque – qui visent à renverser un gouvernement légitime.

En conséquent, le CETIM appelle :

- à mettre fin à toute forme d'ingérence et à tout plan de déstabilisation politique ou militaire visant la Colombie, le Venezuela, ou tout autre État souverain ;
- les gouvernements latino-américains et caribéens à renforcer leur coopération régionale pour contrer toute tentative d'intervention extérieure déguisée ;
- les instances internationales et régionales – notamment l'Organisation des États Américains (OEA) et l'Organisation des Nations unies (ONU) – à activer tous les mécanismes et organes compétents pour exiger des États-Unis l'abandon des menaces d'intervention militaire contre des États souverains et s'assurer du respect du droit international ;
- les médias et l'opinion publique à porter une attention particulière à cette nouvelle tentative de remise en cause de la souveraineté des peuples latino-américains ;
- le gouvernement et le Parlement suisses, ainsi que les institutions européennes, à exercer un rôle de vigilance afin que la Suisse et l'Europe ne soient pas complices, par omission ou soutien indirect, de démarches impérialistes.

Le CETIM réaffirme sa solidarité avec les peuples du Venezuela et de la Colombie, ainsi qu'avec tous les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes qui, par leurs choix démocratiques et souverains, cherchent à tracer une voie de développement autodéterminé, pacifique et dans le respect du multilatéralisme.

Contact :

Raffaele Morgantini, Représentant du CETIM auprès de l'ONU, raffaele@cetim.ch, +41796606514